



PREAVIS ADRESSE AUX MEMBRES DU CONSEIL COMMUNAL DE SAINT-GEORGE

Saint-George, le 15 septembre 2020

PRÉAVIS MUNICIPAL No 06/2020

Règlement communal relatif à l'utilisation de caméras de surveillance

Madame la Présidente,
Mesdames les Conseillères et Messieurs les Conseillers,

1) Préambule

La loi cantonale du 11 septembre 2007 sur la protection des données personnelles (LPrD ; RSV 172.65) autorise les autorités cantonales et communales à installer un système de vidéosurveillance dissuasive sur le domaine public ou le patrimoine administratif.

Lorsque l'on filme des personnes et que celles-ci sont reconnaissables, cela revient à traiter des données personnelles, ce qui peut constituer une atteinte aux droits des personnes. La loi impose des garde-fous afin de limiter ces atteintes. Les principes généraux régissant le traitement des données personnelles doivent être respectés.

Le législateur a par ailleurs imposé des conditions spécifiques pour l'exploitation d'installations de vidéosurveillance dissuasives. On entend par là, la vidéosurveillance à laquelle on recourt pour éviter la perpétration d'infractions sur un certain lieu.

Seule une loi au sens formel peut autoriser l'installation d'une caméra de vidéosurveillance (art. 22 al. 2 LPrD). La base légale doit ainsi avoir été adoptée par le Grand Conseil pour les entités cantonales et par les Conseils communaux sur le plan communal (art. 4 al. 1 ch. 13 LPrD).

L'article 9 du règlement d'application de la LPrD précise le contenu de la base légale s'agissant des règlements communaux.

2) Situation

Vous n'êtes pas sans savoir que depuis quelques mois déjà, des déprédations sont causées aux bâtiments communaux (tags, parois ou vitres dégradées, etc...). Malheureusement, la Municipalité ne peut que constater ces dégâts et porter plainte contre X.

D'une manière générale, la pose de caméras de vidéosurveillance est un moyen de prévention, de dissuasion et d'identification qui participe à la lutte contre les déprédations, les incivilités et le sentiment d'insécurité. La Municipalité est favorable à cette solution de sécurisation et a donc décidé de se munir d'un règlement relatif à l'utilisation d'un tel dispositif.

Le projet de règlement qui vous est soumis reprend le règlement type proposé par le Service des communes et des relations institutionnelles (SeCRI) du Canton de Vaud. Il répond donc précisément à toutes les exigences posées par la Loi sur la protection des données personnelles (LPd) et son règlement d'application.

Par ailleurs, si le Conseil communal accepte ce règlement, la Municipalité mènera rapidement une réflexion à l'échelle de l'ensemble du territoire de St-George afin d'examiner l'opportunité de mettre en route les projets de vidéosurveillance des sites communaux.

En version de la délégation de compétence de l'article 2 du projet de règlement que nous vous proposons d'adopter, c'est la Municipalité qui est compétente pour déterminer les modalités d'exploitation des installations ainsi que pour dresser la liste des lieux effectivement vidéosurveillés. Dans ce cadre, la Municipalité préparera une directive d'exploitation des installations de vidéosurveillance une fois le règlement accepté. Cette directive sera également basée sur la directive type proposée par le SeCRI.

Par ailleurs, dans le cadre de l'adoption du budget ou d'un préavis relatif à la pose d'installations de vidéosurveillance, cela sera toujours le Conseil communal qui devra se déterminer sur le bienfondé d'une vidéosurveillance dans un lieu ou un autre.

De plus, nous vous informons que la Municipalité actuelle ou à venir ne pourra poser de caméras sans avoir obtenu, après avoir rempli le formulaire de demande officiel, l'autorisation du Canton par le biais du Préposé à la protection des données et à l'information, comme mentionné dans le premier article du règlement soumis à votre approbation.

3) Conclusion

Dès lors et compte tenu de ce qui précède, la Municipalité a l'honneur de vous demander, Madame la Présidente, Mesdames les conseillères et Messieurs les conseillers, de bien vouloir voter les conclusions suivantes.

Le Conseil communal de Saint-George

- vu le préavis municipal n° 06/2020 ;
- entendu la conclusion du rapport de la commission ad hoc chargée de son étude ;
- considérant qu'il est porté à l'ordre du jour

décide

- d'accepter le préavis n° 06/2020 et son règlement communal sur l'utilisation de caméras de vidéosurveillance.

Accepté en séance de Municipalité du 15 septembre 2020, pour être soumis au Conseil communal de Saint-George le 23 septembre 2020.

Nous vous prions de croire, Madame la Présidente, Mesdames les Conseillères et Messieurs les Conseillers, à l'expression de notre considération distinguée.

Au nom de la Municipalité

 Le Syndic Alain Domenig	 MUNICIPALITÉ DE SAINT-GEORGE LIBERTÉ ET PATRIE	 La Secrétaire Véronique Errecart
---	---	--

Annexes :

- Extrait de la loi du 11 septembre 2007 sur la protection des données personnelles
- Règlement du 29 octobre 2008 d'application de la loi sur la protection des données personnelles
- Règlement communal sur l'utilisation de caméras de vidéosurveillance